

Unité départementale du Loiret
3 rue du carbone
45072 Orléans Cedex2

Orléans, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERTYLAGRY

43 lieu-dit Bois le Roi
45210 Griselles

Références : JC n°467/2024
Code AIOT : 0010014358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement FERTYLAGRY implanté La Petite Ronce 45210 Griselles. L'inspection a été annoncée le 09/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite réalisée s'inscrivait dans les suites de la précédente visite effectuée en 2023, elle-même consécutive à une plainte, qui a donné lieu à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2024.

La visite avait essentiellement pour objet de contrôler le respect de la mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERTYLAGRY
- La Petite Ronce 45210 Griselles

- Code AIOT : 0010014358
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERTYLAGRY bénéficie d'un enregistrement (arrête préfectoral du 25/06/2021) pour l'exploitation d'une unité de méthanisation qui fait l'objet d'un recours contentieux. Un arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2024 a conclu la procédure de régularisation suite au jugement d'avant-dire droit du tribunal administratif d'Orléans du 16 novembre 2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point 1 – Conformité au dossier d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Point 4 – Conformité AMPG – Prévention des odeurs	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Point 2 - Conformité AMPG - Réception des matières	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34bis	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 est respecté (plus de nuisances olfactives) ou devenu sans objet compte tenu de l'évacuation des cultures intermédiaires à vocation énergétique et de l'arrêt de toute exploitation sur le site).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point 1 – Conformité au dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 11 janvier 2021.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'important ensilage de cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) a été évacué du site qui n'est plus exploité conformément au jugement du tribunal administratif d'Orléans du 16 novembre 2023. Plus aucun jus ne s'écoule de la plate-forme d'ensilage.</p> <p>Du fait de l'évacuation des CIVE et de l'arrêt d'exploitation, l'arrêté de mise en demeure est devenu sans objet sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Point 4 – Conformité AMPG – Prévention des odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des odeurs</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>[...]</p> <p>Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé de matières et d'effluents liquides.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin d'infiltration est presque totalement vide et le bassin imperméabilisé contient des eaux qui paraissent claires et sans surnageant. Aucune odeur n'est ressentie aux abords des bassins. Les</p>

<p>cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) également potentiellement sources d'odeurs lorsqu'elles étaient mouvementées ont été évacuées du site.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2024 est donc respecté sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Point 2 - Conformité AMPG - Réception des matières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34bis
Thème(s) : Risques chroniques, Réception des matières
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des CIVE a été évacué.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2024 est donc devenu sans objet sur ce point.</p> <p>Il est relevé par l'inspection des installations classées qu'en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure l'exploitant avait indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par courrier du 20 janvier 2024, que l'ensilage sera bâché dès la semaine prochaine ; • par courrier du 8 février 2024, que l'ensilage a été couvert à l'aide de bâche, le courrier étant assorti d'une photo aérienne de justification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure